

pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux » (déclaration du 8-11-1954) et il se prononçait pour une « solution assurément la défense des intérêts de la France », le tout dans le cadre de la dénonciation du militarisme allemand². Cette position entraîna des rapports assez froids entre le P.C.F. et le F.L.N. pendant toute la durée de la guerre.

Les militants trotskystes ne furent pas surpris par les actions armées du 1^{er} novembre, ils prévoient depuis plusieurs années l'imminence d'un soulèvement dans le Maghreb. A. Duret dans un article de la revue *Quatrième Internationale* d'octobre 1955 remarquait que « l'Afrique du Nord devient la préoccupation numéro un de la bourgeoisie française et n'est pas près de quitter ce rang... » car « l'enjeu est plus important en Algérie que partout ailleurs et que l'impasse y est ainsi la plus profonde... ».

Cependant, « l'Algérie devra patienter encore pas mal de temps » et « elle doit se préparer à une lutte longue et difficile », ceci en prévision d'un pourrissement accentué de la situation.

Sur la nature de classe du mouvement : il s'agit d'« un mouvement plébéien où domine l'élément paysan pauvre » (*Quatrième Internationale*, juin 1955), au caractère plus organisé dans la lutte et plus radical dans ses aspirations que les autres mouvements du Maghreb ; « Son problème est de combiner action militaire proprement dite à un programme politique ». A propos de la tactique adoptée, Duret constatait que « la recherche d'une action efficace par ces militants les poussa à choisir le combat par les armes », assimilant les leçons des révolutions chinoise et vietnamienne, adaptées aux conditions concrètes du pays. Cette pratique de la lutte armée était d'ailleurs en réaction contre l'adoption du II^e congrès du M.T.L.D. d'une ligne nationaliste, accusant une orientation réactionnaire. L'impact des actions se traduisit par un renouveau du mouvement nationaliste, « l'entrée en action des maquis algériens a fait plus que l'activité du M.T.L.D. depuis un certain nombre d'années pour sortir l'Algérie de l'impasse ».

Cependant malgré une relative composition prolétarienne prononcée, la nouvelle organisation avait des limites, du fait même de l'absence d'une véritable direction révolutionnaire. Ces limites étaient accentuées par le fait que « l'opportunisme des grandes organisations se révèle notamment par leur soutien dérisoire du mouvement d'émancipation nord-africain. Cette trahison est le grand facteur négatif qui retarde et rend malaisée la formation d'une véritable direction révolutionnaire en Afrique du Nord ».

« Il ne dépendait que d'une juste politique des grands partis ouvriers métropolitains que ce mouvement s'inspire aussi dans son idéologie, son programme et ses moyens de lutte d'une conception prolétarienne nettement définie, proche du marxisme. » (*Quatrième Internationale*, octobre 1955.)

Devant cette situation, les tâches de l'avant-garde révolutionnaire de la métropole étaient considérables, pour un soutien effectif de la cause algérienne. C'est à ce travail que s'attelèrent dès le début, dans la mesure de leurs moyens, les militants du P.C.I. ; lors du XI^e congrès en décembre 1955, (en présence d'observateurs des mouvements d'émancipation d'Afrique du Nord,

la révolution nord-africaine constituait le point 2 de l'ordre du jour : « Le congrès s'est particulièrement attaché à examiner les moyens d'aider la révolution en Afrique du Nord et plus particulièrement les tâches dans la jeunesse comme couche la plus directement intéressée à la lutte contre la guerre contre-révolutionnaire en Afrique du Nord » (*Vérité des travailleurs*, janvier 1956).

II. LES MANIFESTATIONS DE RAPPELES

La question se posait avec une urgence accrue à la suite des premières manifestations des rappelés. Celles-ci éclatèrent dans une période (août 1955) marquée par une très forte combativité ouvrière (affrontements violents à Nantes), et par l'extension de l'insurrection à tout le Constantinois. En Algérie, les forces de répression avaient été renforcées quelques mois avant le déclenchement de l'insurrection, cependant elles n'arrivaient pas à faire face à la guérilla ; c'est ainsi que le gouvernement Edgar Faure dans un décret du 24 août 1955 rappela 60 000 disponibles libérés entre janvier et avril, et Bourghès-Manoury demandait, lui, l'envoi immédiat de six bataillons et l'extension de l'état d'urgence à toute l'Algérie. Les protestations du P.C.F. devant cette décision entraînaient la saisie de *L'Humanité*.

Le combat contre le rappel prit une autre dimension avec l'entrée en lutte des rappelés ; ainsi le 1^{er} septembre 2 000 d'entre eux manifestèrent à la Gare de l'Est, se heurtant à la police en tentant de sortir de la gare. Le même scénario se reproduisit à la Gare Montparnasse, à Valence, au Fort de Vincennes... Le 11 septembre, 600 rappelés manifestèrent à la Gare de Lyon aux cris de : « Nous ne voulons pas partir, les civils avec nous » ; on dut appeler des renforts pour finalement les ramener à la caserne de Reuilly (voir Documents n° 14-15). Le 29 du même mois, 300 soldats de tendance catholique réunis en l'église Saint-Séverin de Paris, lancèrent un appel à l'opinion publique déclarant : « Cette guerre... contre nos frères musulmans... est contraire à tous les principes chrétiens... » Le mouvement s'amplifia : Toulon, Saint-Etienne, le fort de Nogent furent le théâtre de manifestations qui prirent parfois l'allure de véritables émeutes, comme à Rouen où les 7 et 8 octobre 600 rappelés aidés par la population s'emparèrent de la caserne Richepanse. Le 23 novembre une centaine de soldats maintenus casernés à Courbevoie défilèrent sur les Champs-Élysées contre la politique militaire du gouvernement et réclamant l'appui des civils ; par le lieu choisi ils donnèrent un caractère publicitaire à leur geste.

Face à cette situation, les militants du P.C.I., de la Nouvelle-Gauche, du M.L.P., des anarchistes préconisaient une action réelle pour soutenir les rappelés et maintenus dans leur refus de la guerre. Cependant leur audience était limitée et la responsabilité de la lutte contre l'envoi des rappelés en Algérie incombait en fait aux grands partis et organisations de la classe ouvrière. Mais le parti socialiste en restait aux protestations verbales les plus platoniques. Le P.C.F. prônait la lutte « sous toutes ses formes » en précisant cependant le cadre : « délégations, signatures, résolu-

2. C'est l'époque des querelles à propos de la C.E.D.